

# QUELQUES FICHES ECONOMIQUES POUR COMPRENDRE LA SITUATION ACTUELLE

*Version du 23 avril 2020*





# SOMMAIRE

Fiche n° I-1 : Le covid-19, origine de la crise économique ? Mise à jour le 15 avril 2020.....	1
Fiche n° I-2 : Quel est l'état de l'économie aux Etats-Unis ? Mise à jour le 15 avril 2020.....	2
Fiche n° I-3 : Quel est l'état de l'économie en Europe (France-Allemagne-Italie- Espagne, Royaume-Uni) ? Mise à jour le 15 avril 2020 .....	3
Fiche n° I-4 : Quelles tendances antérieures. L'action des banques centrales. Quel est l'état de l'économie en Chine ? Mise à jour le 14 avril 2020 .....	4
Fiche n° I-5 : Que se passe-t-il en Afrique et au Moyen-Orient ? Mise à jour 15 avril 2020 ....	5
Fiche n° II-1 : La poudre financière et l'étincelle du Covid 19. Mise à jour le 15 avril 2020 .....	6
Fiche n° II-2 : Mondialisation et firmes multinationales. Mise à jour le 15 avril 2020 .....	7



## Fiche n° I-1 : Le covid-19, origine de la crise économique ? Mise à jour le 15 avril 2020

Plusieurs crises se mêlent. Crises sanitaire et économique sont inséparables, de même d'une crise de civilisation. Le covid-19 est une sorte de catalyseur d'une crise économique qui avait commencé bien avant. La crise sanitaire cristallise en quelque sorte des tendances à l'œuvre antérieurement.

Un ralentissement de l'économie mondiale depuis début 2019. La croissance économique mondiale a ralenti en 2019. Les différents organismes de prévisions (OCDE, FMI...) ont abaissé à plusieurs reprises leurs prévisions pour 2020. Plusieurs éléments étaient à l'œuvre : tensions commerciales internationales, recul de la consommation des ménages chinois, faible progrès des salaires réels malgré le faible taux de chômage officiel... Les relances budgétaires et monétaires ne permettaient pas de regonfler le rythme de la croissance. Le FMI pointait même un risque déflationniste. L'industrie était déjà en train de se contracter dans les pays dits avancés notamment en Allemagne. Aux Etats-Unis, malgré une croissance encore conséquente, la création d'emplois reculait mois après mois, l'investissement productif diminuait ainsi que leurs exportations et la dette des entreprises était à son plus haut historique (74% du PIB US) de même que la dette publique.

C'est une suraccumulation financière qui éclate. La double crise actuelle exprime la domination du capital, avec sa logique, ses pouvoirs, son coût. Si la pandémie a tant d'effet sur l'économie, c'est que comparée à la valeur des richesses créées dans les processus productifs, la masse de capitaux accumulés paraît énorme (voir graphe). L'effondrement était imminent. Par ailleurs, la domination du capital peut expliquer, pour une part, le retard pris dans la mise en œuvre de mesures sanitaires adéquates. Les gouvernements sont obsédés par la nécessité de ne pas « affoler » les marchés financiers et donc l'obsession de faire travailler pour faire du profit à tout prix. C'est d'ailleurs cette obsession des rendements financiers qui a contribué à des mesures de restrictions des dépenses sociales, de refoulement du service public, d'où est issue la fragilisation de notre système de santé.



Les leçons de la crise précédente n'ont pas été tirées. D'un côté, les ressources nécessaires au développement des capacités humaines et à la protection de la planète n'ont cessé d'être rationnées ; de l'autre c'est la fuite en avant dans la suraccumulation de capital et le surendettement avec les bas taux d'intérêt significatifs des tensions déflationnistes. Les banques centrales ont tenté de les conjurer par l'injection continue de liquidités qui en pratique sont immédiatement épongées par les marchés financiers où les investisseurs sont à la recherche d'une rentabilité maximale, rapide et facile.

La dernière prévision de croissance mondiale du FMI : 2019 = +2,9%, 2020 = -3,0% et... 2021 = +5,8% ?

Sources : Frédéric Boccara interview dans l'Humanité du 27 mars 2020. Rencontres internationales des 7 et 8 février 2020. Paris. Economie et Politique. FMI, 14/04/2020

## Fiche n° I-2 : Quel est l'état de l'économie aux Etats-Unis ?

### Mise à jour le 15 avril 2020

L'impact de la crise sanitaire est difficile encore à estimer. Le nombre de contaminés et de décès évolue toujours de manière exponentielle. Le retard de prise de conscience de la gravité sera sans doute très pénalisant. Fin mars, moins de la moitié des Etats était confiné, le Président Trump se refusant toujours à prendre des mesures fédérales en raison notamment de sa volonté de ne pas arrêter l'économie.

Une explosion sans précédent du nombre de chômeurs inscrits depuis l'existence de la statistique (1967). La semaine du 14 mars, le nombre d'inscriptions était de 282 000, celle du 21 mars de 3,3 millions, celle du 28 mars : 6,9 millions, celle du 4 avril : 6,6 millions. C'est une perte de plus de 4% d'emplois. En mars 2020, la destruction d'emplois a été de plus de 0,7 million, le taux de chômage est passé de 3,5% en février à 4,4% en mars, il devrait être de 11% en avril. Tous les secteurs sont touchés : Loisirs 459 000, Commerce de détail 46 000, Education/Santé. Le nombre de demandes d'allocation chômage devrait dépasser le million rapidement (contre 695 000 en 1982, niveau le plus élevé constaté). Ainsi, le nombre de chômeurs est passé de 1,4 million en février à 7,5 millions. En 1929, une telle dégradation avait été atteinte en un an.

La plus forte hausse des inscriptions au chômage dans les Etats correspond à ceux qui constatent le plus de contaminés. Ainsi, les Etats qui sont passés au confinement sont les plus touchés : inscrits multipliés par 7 en Californie, par 4 à New York lors des deux dernières semaines d'inscription. Par conséquent, le rythme des inscriptions devrait se multiplier au fur et à mesure des mesures de confinement.

C'est le signe d'une dépression plutôt que d'une récession. Ces données sont compatibles avec un repli du PIB sur un an de 4 à 5%. L'économie est clairement à l'arrêt. Contrairement à 2008, ce sont les services qui sont touchés beaucoup plus que l'industrie même si celle-ci l'est aussi. L'indice PMI\* (activité) des services est à son plus bas et enregistre sa première baisse depuis 2018 et est à son plus bas depuis 2013 dans un secteur qui représente deux tiers de l'économie. L'indice PMI\* de l'Industrie est au plus bas depuis août 2019. L'impact sur certains secteurs devrait être massif, par exemple pour les hydrocarbures de schistes confrontés à un effondrement des prix du brut (accentué par les décisions de l'Arabie Saoudite qui souhaite reprendre des parts de marché).

Cela signifie que la reprise sera profondément différente. Contrairement à l'industrie, il n'y a pas de report d'achats dans les services, l'activité perdue l'est définitivement, par exemple c'est tout à fait le cas dans les transports, le tourisme...

La crise n'a pas lieu dans un ciel serein. L'économie américaine arrivait en fin du plus long cycle de son histoire. Celui-ci avait été construit au détriment du reste du monde grâce au privilège du dollar et de l'avance technologique ainsi acquise et qui a donné lieu à une gigantesque suraccumulation de capitaux matériels et surtout financiers prête à exploser.

La dernière prévision de croissance du FMI : 2019 : 2,3%, 2020 : -5,9% ; 2021 : +4,5% ??

*Sources :* Blog de Philippe Waechter, Blog d'Economie Politique Yves Dimicoli de chocs en chocs tout un système en cause, 31 mars 2020, US Bureau of Labor Statistics. \*Indice PMI = Indice des Directeurs d'Achats qui exprime de manière synthétique l'activité prenant en compte prises de commandes, production, emploi, livraisons et stocks. Il en existe un pour l'industrie, les services...FMI, 14/04/2020

## Fiche n° I-3 : Quel est l'état de l'économie en Europe (France-Allemagne-Italie-Espagne, Royaume-Uni) ? Mise à jour le 15 avril 2020

Une récession très violente en 2020. Toutes les prévisions convergent pour faire de 2020 une *annus horribilis*. Les dernières projections du FMI tablent sur un recul très important du PIB dans les différents pays européens. Or, sans date précise de reprise de l'activité, il est probable que ces prévisions ne soient pas encore définitives : la dépression économique devrait être encore plus importante que les chiffres disponibles actuellement. Les conjoncturistes font pour le moment le pari d'une reprise sensible en 2021, mais qui ne comblerait pas, en tout état de cause, les pertes essuyées en 2020. Tout dépendra en réalité de l'ampleur de la casse de l'outil productif (fermetures définitives d'entreprises, suppression massive de lignes de transports collectifs, etc.) et de la solvabilité de la demande (perte de revenus des ménages confrontés au chômage ou à l'activité partielle, impossibilité pour les jeunes d'entrer sur le marché du travail, notamment).

### Croissance du PIB réel (en %) selon le FMI (au 12.04.2020)

	Réalisé	Projection	
	2019	2020	2021
<b>Zone Euro</b>	1,2	-7,5	4,7
<b>France</b>	1,3	-7,2	4,5
<b>Allemagne</b>	0,6	-7,0	5,2
<b>Italie</b>	0,3	-9,1	4,8
<b>Espagne</b>	2,0	-8,0	4,3
<b>Royaume-Uni</b>	1,4	-6,5	4,0

Quels mécanismes de soutien financier pour les entreprises et les ménages ? Bien qu'il n'existe pas encore de statistiques intégrant l'impact du Covid-19 dans l'évolution du chômage dans ces pays, nul doute que celui-ci devrait rapidement exploser. Même si les modalités diffèrent selon les pays, afin de limiter la suppression des emplois, le mécanisme d'activité partielle est utilisé en France (à hauteur de 70% du salaire brut), en Allemagne (entre 60 et 67% du salaire net), au Royaume-Uni (jusqu'à 80 % du salaire avec un maximum de 2 500 £) en Italie (jusqu'à 80% du salaire) et en Espagne (jusqu'à 70% du salaire avec un plafond de 1098€ pour un salarié sans enfant). Il faut noter que le gouvernement italien a interdit les licenciements pendant 60 jours, chose que s'est refusé à faire le gouvernement français. Par ailleurs, tous les gouvernements accordent d'énormes facilités aux entreprises : reports voire suppression de cotisations, d'impôts, recours aux subventions massives remboursables ou non, etc.

Quel financement de la dette publique ? Outre les subventions octroyées aux entreprises, les Etats prennent à leur charge une grande partie de ce que les entreprises devraient normalement payer (salaires ou impôts). La question du financement de l'accroissement des dépenses publiques devient alors tout à fait centrale. Pour le moment, pour des raisons politiques, aucun gouvernement ne s'engage sur une hausse des impôts, y compris sur les grandes fortunes ou pour les multinationales. Par conséquent, il ne reste plus aux Etats que deux possibilités : soit se financer sur les marchés financiers, y compris via des « coronabonds<sup>1</sup> », soit se financer auprès de la Banque Centrale<sup>2</sup>, qui crée alors directement la monnaie nécessaire aux Etats. Mauvaise nouvelle dans la zone Euro : la BCE, sous pression essentiellement des pays du Nord, s'y refuse. Bonne nouvelle Outre-Manche : la Banque d'Angleterre s'est dite prête le 9 avril dernier à financer directement la dette de l'Etat britannique, comme elle l'avait fait en 2008 pour des montants certes modestes.

Sources : FMI, *Les Echos* du 20 mars 2020, Sites institutionnels nationaux.

<sup>1</sup> En français, des « obligations Corona ». Le principe est le suivant : au lieu que chaque pays de la zone euro émette sa propre dette, l'UE le ferait pour tous les pays. Les Pays-Bas et l'Allemagne s'y opposent, France, Italie et Espagne y étant plutôt favorables.

<sup>2</sup> En l'occurrence la Banque d'Angleterre pour le Royaume-Uni et la BCE pour les 4 autres pays.

## Fiche n° I-4 : Quelles tendances antérieures.

### L'action des banques centrales.

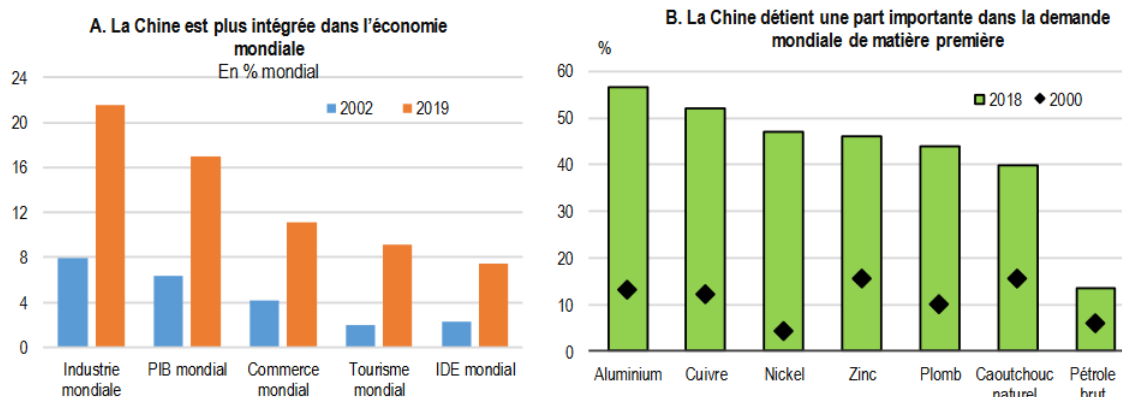
### Quel est l'état de l'économie en Chine ?

Mise à jour le 14 avril 2020

Une économie au ralenti qui se reconfigurait avant même le Covid. Depuis plusieurs années, la Chine essaie de réorienter son économie vers le marché intérieur et la montée en gamme, notamment afin de faire croître sa classe moyenne et d'être moins dépendante des seules exportations « bas de gamme » de « l'usine du monde ». Débutée à l'été 2018, la guerre commerciale avec l'administration Trump (362 Mds\$ de taxation d'importations de produits chinois ; en retour la Chine taxe 90 Mds\$ d'importations de produits états-uniens) a connu un début apaisement début 2020 mais les tensions demeurent vives, dans un contexte où Trump s'efforce de donner des gages de fort nationalisme à son électorat.

La croissance chinoise ralentissait déjà avant le Covid. Selon le FMI, 6,8% en 2017 ; 6,6% en 2018 ; 6,1% en 2019 pour un PIB nominal de 14,3 milliards de \$ (contre 21,4 milliards \$ pour les Etats-Unis). Pour 2020, les prévisions effectuées avant la crise sanitaire étaient respectivement de 5,9% pour le FMI et de 5,7% pour l'OCDE. Le 02/03/2020 dernier, l'OCDE a révisé ses prévisions à la baisse (-0,8%) pour 2020 à 4,9%, mais à la hausse (+0,9%) à 6,4% pour 2021 : cela accrédirait la thèse d'un rattrapage économique « neutre », une fois la crise sanitaire derrière nous. **Le 14/04/2020, le FMI a actualisé sa prévision à 1,2%.**

La Chine n'oublie pour autant pas ses ambitions internationales : en témoignent les « routes de la soie », sa présence toujours plus importante en Afrique, ou encore l'aide apportée aux pays occidentaux en manque de produits médicaux durant la crise du Covid. Depuis l'épisode du SRAS de 2003, la Chine a en outre largement accru ses interdépendances économiques, tant en matière d'importation de matières premières que d'exportations. La mondialisation des chaînes d'approvisionnement s'est montrée au grand jour lorsque l'arrêt des usines chinoises consécutif au confinement du Hebei suscite des pénuries dans les pays tiers.



Note : Part de la Chine dans l'industrie, le PIB et les échanges en USD constants. Part dans l'IDE mondial en USD courants. Les données relatives au tourisme se rapportent aux années 2002 et 2017, et les données de l'IDE aux années 2005 et 2018. Les données concernant l'industrie sont établies à partir de la valeur ajoutée et incluent le secteur de la construction.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE ; OCDE, *FDI in Figures*, octobre 2019 ; et Banque mondiale.

Une place actuellement primordiale dans la production de principes actifs. En matière pharmaceutique, il faut savoir que la Chine est importatrice nette. Mais, outre sa spécialisation très forte dans la production de génériques, la Chine produit 40% des principes actifs mondiaux, ce qui lui donne actuellement une force considérable. Souvent considérée comme la pharmacie du monde, l'Inde importe ainsi 70% de ses principes actifs depuis la Chine. La très forte dépendance à la Chine de nombreux pays pourrait mener rapidement à des décisions de relocalisation près des bassins de consommation des pays ex-développés.

Sources : Banque mondiale, DG Trésor (Bercy) SER Pékin, FMI, *Le Monde* daté 11 avril 2020, OCDE



## **Fiche n° I-5 : Que se passe-t-il en Afrique et au Moyen-Orient ? Mise à jour le 15 avril 2020**

Afrique, une économie déjà en plein ralentissement en 2019 et début 2020 : La Banque Mondiale et le FMI avaient déjà revu à la baisse les perspectives de croissance pour le continent bien avant (seulement 2,9% anticipé initialement pour 2020). De plus la plupart des Etats sont déjà lourdement endettés et ne pourront donc pas soutenir l'économie, au contraire, une nouvelle crise de la dette pourrait s'enclencher. Le FMI a d'ailleurs débloqué 50 Mds\$ destinés en priorité aux pays africains.

Afrique, quels impacts ? : Pour l'heure, il existe peu d'éléments précis permettant d'évaluer l'impact économique pour le continent.

La baisse du prix du pétrole : Le plus grand impact devrait concerner les pays producteurs de pétrole (Nigéria, Angola, Egypte (gaz), Soudan du Sud (gaz), Algérie (gaz) qui subissent de plein fouet la guerre sur le prix du baril mené par l'Arabie Saoudite et la Russie.

La volatilité des prix des matières premières : très liés au prix des hydrocarbures. Une grande partie des pays africains sont dépendants des exportations de matières premières.

La crise en Chine : Les non producteurs de pétrole subiront avant tout l'arrêt de l'économie chinoise vers lesquels ils exportent beaucoup. Ainsi, certains pays sont devenus dépendants de la Chine pour leurs exportations : Soudan du sud près de 100%, Congo, Angola et Erythrée environ 50%, RDC, Zambie, Sierra Leone environ 40%, Afrique du Sud, Mauritanie, Gabon environ 30%...

La récession en Europe, singulièrement au Royaume-Uni et en France. Elle devrait être aussi catastrophique.

La fermeture des frontières, et la suspension du transport aérien ralentissent les échanges.

Moyen-Orient et Afrique du Nord, quelle transmission de la crise aux économies : Outre les fermetures des frontières (pour la première fois appliquées aux Européens), le rejet des réfugiés et des sans-papiers, l'extension de la crise se réalise via quatre grands canaux : a) la contamination de populations déjà déshéritées, victimes des plans d'ajustements structurels, de famine, de guerre, b) le fléchissement des prix des hydrocarbures, c) la désorganisation des chaînes de valeurs, d) l'effondrement du tourisme.

Les pays d'Afrique du Nord devraient particulièrement souffrir de l'arrêt du tourisme mais aussi des productions industrielles implantées (Renault au Maroc par ex.). Le Maroc devrait subir une forte récession dont les liens avec l'Europe sont très forts. Par contrecoup la crise au Maroc devrait contaminer d'autres économies africaines, car le Maroc a beaucoup développé ses échanges africains.

La Turquie : L'économie subissait déjà une récession avec une dévaluation massive de leur devise. L'impact du covid 19 pourrait réduire de 25% le PIB du pays, selon l'OCDE.

Le Moyen-Orient : Engagée dans une guerre des prix pétroliers qui la fragilise, l'Arabie Saoudite pourrait perdre 15% de son PIB avec la crise actuelle.

Les dernières prévisions de croissance du FMI : Moyen-Orient et Asie Centrale : 2019 : 1,2%, 2020 : -2,8%, 2021 : 4,0% ; Arabie Saoudite : 2019 : 0,3%, 2020 : -2,3%, 2021 : 2,9% ; Afrique Subsaharienne : 2019 : 3,1%, 2020 : -1,6%, 2021 : 4,1% ; Nigéria : 2019 : 2,2%, 2020 : -3,4%, 2021 : 2,4% ; Afrique du Sud : 2019 : 0,2%, 2020 : -5,8%, 2021 : 4,0%

Sources : Banque Mondiale, OCDE, FMI, 14/04/2020

## Fiche n° II-1 : La poudre financière et l'étincelle du Covid 19

### Mise à jour le 15 avril 2020

La « poudre financière est là, n'importe quelle étincelle peut la faire sauter ». Avant l'éclatement de la crise sanitaire, la capitalisation boursière des entreprises avait plus que doublé depuis la crise financière de 2008 quand le PIB avait augmenté d'un tiers (+113% contre +35%). C'est donc la conjonction entre cette suraccumulation de capital avec l'hyper connexion entre les économies (flux surtendus, zéro stock, localisation éclatée de la chaîne de valeur...) qui permet la violence de la crise actuelle que cristallise la crise sanitaire.

L'obsession de la rentabilité financière n'avait jamais cessé depuis 2008. La priorité à la rentabilité financière et à l'accumulation du capital n'a pas cessé depuis la crise financière. Malgré quelques règles prudentielles bancaires, la réponse apportée depuis plus d'une décennie a été le regonflement de la valeur du capital et des profits au lieu de faire jouer un autre rôle aux banques et aux entreprises. La crise sanitaire actuelle provoque une baisse massive de la production réelle sur toute la planète ; elle provoque aussi une correction boursière d'autant plus violente que l'inflation des titres financiers était importante. A la clé de ce décrochage, un risque élevé de décision de restructurations massives de la part des groupes (avec destruction massive d'emplois) pour tenter de récupérer la moins-value financière.

Des banques étaient déjà fortement fragilisées par leur financiarisation. La première cause de cette fragilité est l'hypertrophie des titres financiers (actions, obligations) dans le bilan des banques (51% en 2013 pour les banques françaises) en raison de leur activité de marché et de titrisation qui s'est faite au détriment de leur activité de dépôt et de crédit aux ménages et aux entreprises. Elles sont d'autant plus sensibles aux cours de la Bourse. Leur solvabilité est donc fonction de la valeur de leurs actifs, ce qui mine leur capacité à faire face à un choc financier (défaut des gros emprunteurs ou panique amenant à des retraits par les déposants de leur argent, par exemple). Les banques sont aussi soumises à un risque crédit lié au non-remboursement des emprunts. En effet, la dette financière des entreprises privées dans la zone euro c'est 130% du PIB et celle des ménages 70%. Cependant, les banques ont peu provisionné ce risque. Donc autant de fragilités qui étaient déjà grosses d'une crise économique.

Les banques centrales subissaient déjà une situation tendue. Les taux d'intérêt de la BCE avant le déclenchement de la crise étaient déjà au plus bas, il est donc difficile de les baisser encore plus pour aider les ménages et les entreprises sauf à engager une sélectivité.

*Sources : Frédéric Boccara, Alain Tournebise. Le coronavirus précipite la crise, il ne la cause pas. Economistes atterrés, mars 2020*

## Fiche n° II-2 : Mondialisation et firmes multinationales

### Mise à jour le 15 avril 2020

#### Qu'est-ce que la mondialisation économique actuelle ?

- C'est l'explosion des exportations/importations : entre 1990 et 2018, les exports de marchandises sont multipliés par 5,3, de services par 7,8 (hors tourisme). Le PIB = x3,8.
- Ce sont *les flux de capitaux* annuels. Ils ont été décuplés dans la même période : ceux afférents à la prise de contrôle de capital dans les entreprises ont été multipliés par 12 ; ceux afférents à la spéculation atteignent 3 000 Mds€ ; en tout, les investissements directs à l'étranger représentent plus de 100% du PIB mondial. Enfin, les flux de dividendes et de rémunérations du capital étranger sont eux aussi décuplés.
- Ce sont les *monnaies* : variabilité des taux de change, domination du dollar (1<sup>ère</sup> monnaie de facturation, de réserve, de crédit).
- Ce sont les *flux de travailleurs et de population* entre pays.
- Ce sont *les flux technologiques* sous forme d'informations et de connaissances, d'utilisation de technologie (par ex., les paiements de redevances, de droits, de licences = x11).
- C'est **la production internationale**, un fait majeur : les firmes multinationales emploient 80 millions de salariés dans leurs filiales étrangères, effectifs multipliés par 3,8 depuis 1990 ; la valeur ajoutée produite dans ces dernières représente 10% du PIB mondial, multipliée par 7,8 ; leur capital total a été multiplié par 24,6.
- Ce sont *les institutions internationales* (zonales/mondiales) qui ont joué un rôle majeur pour l'ouverture internationale.

Au cœur de la mondialisation, la liaison entre capital financier\* et multinationale. La liaison entre les deux permet un aller-retour incessant entre exigences de rentabilité financière et activités productives. Les transferts de valeur sont ainsi au cœur du fonctionnement des multinationales, indissociables des institutions financières et de la domination du \$. Ils représentent 1 100 Mds\$ (6% du PIB mondial contre 0,5% en 1970), dont 515 Mds\$ vers les Etats-Unis. Sur 200 pays, 181 subissent un prélèvement, 19 en bénéficient.

Avec la révolution informationnelle\*\*, les multinationales ont acquis une nature et une ampleur nouvelle. Les multinationales peuvent jouer sur l'efficacité par le « partage » monopolisée en leur sein de l'usage et du coût de l'information. Elles tendent ainsi vraiment à « co-produire » dans un réseau de filiales. Au sein des multinationales s'effectue le partage des ressources informationnelles et financières dans le but principal de générer du profit et d'accumuler du capital. Cela se produit par la forme actuelle de groupe financier qui permet une appropriation privative et la recherche de valorisation financière de ce capital par le profit maximal (dont la plus-value boursière, la rente de monopole. Ainsi, ces firmes fonctionnent sur des transferts de ressources (transferts financiers en leur sein, prix de transferts, royalties, taux d'intérêt sur les prêts internes) permettant de faire remonter où on veut les richesses créées dans la production par les travailleurs ; et des monopoles de pouvoir (sur les prix de transfert, les localisations, les cessions d'actifs, les décisions d'investissements, de production, de recherche, d'embauche...).

*Sources* : Rencontres internationales des 7 et 8 février 2020. Paris. Economie et Politique. FMI, CNUCED \*Il s'agit ici du capital financier non pas de la finance « pure » coupée de l'activité productive mais bien les titres financiers qui réalisent la jonction entre activités productives et finances, qui combinent deux logiques celle de l'argent pour l'argent » et pouvoir sur la production et la gestion. \*\*voir fiche sur la révolution informationnelle : une information c'est par exemple une formule de médicament, à la différence d'une « machine », une information peut être ici et là-bas en même temps.



**SOCIÉTÉ D'EXPERTISE COMPTABLE**

70 rue d'Hautpoul - 75019 Paris

Tél. : 01 53 38 92 10 - Fax : 01 53 38 92 24

[www.progexa.fr](http://www.progexa.fr)